

Index AI : PRE01/370/2012
28 July 2012

Les grandes puissances mondiales reportent un accord historique sur le commerce des armes

Tandis que les civils pris sous le feu du conflit en Syrie continuent de faire les gros titres, la Chine, la Russie et les États-Unis se sont employés à différer ce qui aurait pu constituer un accord historique visant à mettre fin au commerce irresponsable des armes, a déclaré Amnesty International vendredi 27 juillet.

« Une personne meurt chaque minute à cause de la violence armée ; il est donc impératif que les grandes puissances montrent la voie à suivre. Le président américain Barack Obama a demandé plus de temps pour parvenir à un accord. Combien de temps lui faut-il encore ? », a déclaré Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

Cependant, les militants restent optimistes quant à la possibilité de parvenir à un Traité sur le commerce des armes efficace, une large majorité de gouvernements ayant assuré qu'ils continueraient à œuvrer en faveur d'un texte solide qui protège les droits humains.

À l'issue des négociations qui ont duré quatre semaines aux Nations unies à New York, plus de 90 pays ont signé une déclaration rappelant leur détermination à obtenir le plus tôt possible un traité sur le commerce des armes.

Les États-Unis, appuyés par la Russie et la Chine, ont sollicité davantage de temps, au terme d'une ultime journée de négociations frénétiques.

Amnesty International œuvre à faire de ce traité une réalité depuis près de 20 ans – bien consciente de la nécessité de mettre fin au commerce irresponsable et insuffisamment réglementé des armes. Des millions de civils sont tués, blessés, violés et contraints de fuir leur foyer, conséquence directe des transferts d'armes à destination de gouvernements qui les retournent contre la population.

Autre conséquence de l'absence de réglementation, les armes sont détournées et finissent entre les mains de seigneurs de guerre, qui continuent de s'en prendre aux civils dans des pays aussi divers que l'Afghanistan, la Somalie, la République démocratique du Congo ou la Colombie.

« Ces négociations constituaient l'épreuve de vérité pour les dirigeants du monde. Une minorité de puissants ne s'est pas montrée à la hauteur des attentes, privilégiant son propre intérêt politique, et a endigué la vague de l'opinion mondiale – mais plus pour longtemps. La majorité des gouvernements du monde qui prônent un traité solide doivent maintenir la pression afin de parvenir à un accord d'ici la fin de l'année », a indiqué Salil Shetty.

Si la Chine, la Russie et les États-Unis ont brillé par leur absence de volonté politique, ce ne fut pas l'unique obstacle à la finalisation du traité. Le manque de coopération de l'Algérie, de l'Égypte, de l'Iran, de la Corée du Nord et de la Syrie, s'il était prévisible, est inexcusable.

Le projet de traité sera sans doute transmis à l'Assemblée générale de l'ONU en octobre.

Le droit international humanitaire et relatif aux droits humains reste au cœur de ce projet de traité, ce qui montre qu'un grand nombre de gouvernements sont réellement déterminés à obtenir que ce point figure dans le texte final.

Amnesty International estime que ce projet fournit une base solide sur laquelle s'appuyer pour aller de l'avant, même si certains aspects demeurent très préoccupants.

Si un accord est forgé dans le courant de l'année, pour la première fois dans l'histoire, les gouvernements seront tenus, au titre de ce traité, de prendre en compte la protection des civils dans les décisions relatives aux transferts d'armes.